

ARRETE N° 170 **CAB/PM DU** 10 DEC 2025

Portant création, organisation et fonctionnement du comité stratégique chargé de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre d'un cadre de mesures pour l'intégration de la filière Mines-Métallurgie. -

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

- Vu** la Constitution ;
Vu la Loi N°2023/014 du 19 décembre 2023 portant Code Minier ;
Vu le Décret n°92/088 du 04 mai 1992 portant organisation des Services du Premier Ministre ;
Vu le Décret n°92/089 du 04 mai 1992 précisant les attributions du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, modifié et complété par le décret n°95/145 bis du 04 août 1995 ;
Vu le Décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement modifié et complété par le Décret n°2018/190 du 02 mars 2018 ;
Vu le Décret n°2019/001 du 04 janvier 2019 portant nomination d'un Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
Vu le Décret n°2019/002 du 04 janvier 2019 portant réaménagement du Gouvernement,

ARRETE :

CHAPITRE I :

DISPOSITIONS GENERALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES

(Signature)

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Article 1^{er} : - Le présent arrêté porte création, organisation et fonctionnement du Comité interministériel chargé de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre d'un cadre de mesures pour l'intégration globale de la filière mines-métallurgie.

Article 2 : - (1) Placé sous l'autorité du **Premier Ministre, Chef du Gouvernement**, le comité est une instance stratégique visant à favoriser l'intégration complète de la filière Mines-Métallurgie et l'élaboration d'une politique nationale des métaux (fer, aluminium, cuivre, etc.).

(2) A ce titre, il est chargé notamment :

- de diagnostiquer de manière approfondie des problématiques d'intégration de la filière Mines-Métallurgie ;
- de proposer des mesures relatives :
 - à la mise en place d'une chaîne fiable d'approvisionnement en minerai de fer, pour les industries locales de transformation de l'acier, selon les exigences du code minier sur la quotité réservée à la transformation locale, et conformément à la politique gouvernementale d'import-substitution ;
 - à la mise en place des mesures de protection des industries nationales du secteur de la transformation des métaux, le fer et la bauxite entre autres ;

- au renforcement de la compétitivité des industries locales de transformation des métaux en vue d'un positionnement stratégique au sein de la ZLECAF ;
- au soutien actif aux entreprises et aux projets intervenant dans la chaîne d'intégration complète de la filière Mines-Métallurgie ;
- à la mise en cohérence du régime juridique et fiscal de la matière première prévue pour la transformation locale, dans le secteur des métaux ;
- au développement d'une chaîne de valeur nationale et internationale dans le secteur des métaux ;
- à l'élaboration d'une politique nationale des métaux assortie des mesures de viabilisation et d'exploitation des minéraux critiques (Cuivre, Cobalt, Nickel etc.);
- de conduire des missions d'intelligence économique et de benchmark visant à renforcer le positionnement du Cameroun parmi les principaux leaders en matière de transformation des métaux ;
- d'effectuer toutes autres missions qui pourrait lui être confiée par le **Premier Ministre, Chef du Gouvernement**.

CHAPITRE II :

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

SECTION I : DE L'ORGANISATION

Article 3 : - Placé sous l'autorité du **Premier Ministre, Chef du Gouvernement**, le comité est composé ainsi qu'il suit :

Superviseur : le Directeur de Cabinet du Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Président : le Conseiller Spécial n° 3.

Vice-Président : le Secrétaire Général du Ministère des Mines, de l'Industrie et du développement technologique.

Membres :

quatre (04) représentants des Services du Premier Ministre dont :

- un (01) représentant de la Division de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme ;
- un (01) représentant de la Division de l'Economie, de la Prospective, du Budget et des Finances ;
- un (01) représentant de la Division des Affaires Publiques et Institutionnelles ;
- un (01) représentant du Cabinet du Premier Ministre ;
- (02) deux représentants du Ministère des Mines, de l'Industrie et du développement Technologique notamment le Directeur de l'Industrie et le Directeur des Mines,
- (02) deux représentants du Ministère des Finances notamment un de la Direction Générale des Impôts et l'autre de la Direction Générale des Douanes ;
- (01) un représentant du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire,

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES

2

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

- (01) un représentant du Ministère de l'Eau et de l'Energie,
- (01) un représentant du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement Durable,
- (02) deux représentants de la Société Nationale des Mines (SONAMINES),
- (01) un représentant de la Société Nationale d'Investissement (SNI),
- Les responsables des compagnies minières opérant dans l'exploitation des métaux (fer, bauxite, cuivre etc..) ;
- (01) le coordonnateur de l'Organisation Camerounaise des Industries de Transformation des Métaux (OCITRAM).

Article 4 : - Le Président du Comité, peut en tant que de besoin, inviter aux réunions, toute autre personne physique ou morale en raison de ses compétences sur les questions à examiner, avec voix consultative.

Article 5 : - Pour l'accomplissement de ses missions, le Comité dispose d'un secrétariat technique composé ainsi qu'il suit :

- un (01) coordonnateur,
- deux (02) rapporteurs,
- deux (02) membres,
- un (01) représentant du ministère en charge de l'industrie,
- un (01) représentant du ministère en charge de l'économie,
- un (01) représentant de l'OCITRAM,
- des agents d'appuis.

Article 6 : - (1) Le Secrétariat Technique est chargé de :

- préparer les dossiers à soumettre aux travaux du comité ;
- d'identifier et de proposer les actions à mettre en œuvre en vue de la bonne exécution des missions du comité ;
- suivre la mise en œuvre des directives et/ou recommandations du Comité ;
- rédiger les comptes rendus et des rapports de réunion ;
- de l'élaboration des documents de monitoring et de reporting des travaux, ainsi que de l'archivage de son fonds documentaire ;
- effectuer toutes les tâches qui lui sont confiées par le Comité.

(2) Le Coordonnateur peut inviter toute personne à participer aux travaux du Secrétariat Technique, en raison de ses compétences sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

(3) Le Secrétariat Technique se réunit au moins une fois par mois et en tant que de besoin, sur convocation de son Coordonnateur.

Article 7 : - La composition du Comité ainsi que celle du secrétariat technique est constatée par décision du Directeur de Cabinet du Premier Ministre.

SECTION II : DU FONCTIONNEMENT

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
 SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
 DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES 3
 ET DES REQUÊTES


 COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Article 8 : - (01) Le Comité se réunit en tant que de besoin sur convocation de son Président.

(02) - Le Président du Comité peut en tant que de besoin mettre sur pied des sous commissions thématiques pour examiner certaines questions techniques ou réaliser des études spécifiques.

Article 9 : - (01) Le Secrétariat Technique peut se réunir en tant que de besoin sur convocation de son Coordonnateur.

(02) - A l'issue de chaque réunion, un compte rendu est adressé au Président du Comité.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 10 : - Les fonctions de Président, de Membre, de Coordonnateur et de Rapporteur du Comité, de son secrétariat technique et de ses sous-commissions thématiques sont gratuites. Toutefois, les intéressés, ainsi que les personnes invitées à titre consultatif peuvent bénéficier des facilités de travail et d'une indemnité de session, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 11 : - (01) Les dépenses de fonctionnement du Comité sont supportées par le budget de l'Etat, les contributions des membres de l'OCITRAM ainsi que celles des autres Bailleurs de Fonds.

(02) - Le Président du Comité est l'ordonnateur du budget. Il désigne un régisseur pour assurer la gestion des opérations comptables et financières du comité.

Article 12 : - Le Comité soumet au **Premier Ministre, Chef du Gouvernement** un rapport final de ses travaux. Il est dissout de plein droit dès le dépôt dudit rapport.

Article 13 : - Le présent Arrêté sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Yaoundé, le 10 DEC 2025

**LE PREMIER MINISTRE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

Joseph DION NGUTE



SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

ORDER No. 170 CAB/ PM OF 10 DEC 2025

To lay down the establishment, organization and functioning of the strategic committee in charge of developing and monitoring the implementation of measures for the integration of the mining and metallurgy sector.

THE PRIME MINISTER, HEAD OF GOVERNMENT,

- Mindful of** the Constitution;
Mindful of Law No. 2023/014 of 19 December 2023 relating to the Mining Code;
Mindful of Decree No. 92/088 of 4 May 1992 to organize the Prime Minister's Office;
Mindful of Decree No. 92/089 of 4 May 1992 to specify the duties of the Prime Minister, Head of Government, as amended and supplemented by Decree No. 95/145 bis of 4 August 1995;
Mindful of Decree No. 2011/408 of 9 December 2011 to organize the Government, as amended and supplemented by Decree No. 2018/190 of 2 March 2018;
Mindful of Decree No. 2019/001 of 4 January 2019 to appoint a Prime Minister, Head of Government;
Mindful of Decree No. 2019/002 of 4 January 2019 to reshuffle the Government,

HEREBY ORDERS AS FOLLOWS:

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Article 1: - This order lays down the establishment, organization and functioning of the strategic committee in charge of developing and monitoring the implementation of measures for the full integration of the mining and metallurgy sector.

Article 2: - (1) Placed under the authority of the **Prime Minister, Head of Government**, the committee shall be a strategic body aimed at promoting the full integration of the mining and metallurgy sector and the development of a national metals policy (iron, aluminium, copper, etc.).

(2) As such, it shall be responsible for:

- conducting an in-depth diagnosis of integration issues in the mining and metallurgy sector;
- proposing measures relating to:
 - the establishment of a reliable iron ore supply chain for local steel processing industries, in accordance with the requirements of the mining code on the quota reserved for local processing and in line with the government's import substitution policy;
 - the adoption of measures to protect national industries in the metal processing sector, including iron and bauxite;

- the strengthening of the competitiveness of local metal processing industries with a view to strategic positioning within the AfCFTA;
- active support for companies and projects involved in the complete integration chain of the mining and metallurgy sector;
- harmonizing the legal and tax regime for raw materials intended for local processing in the metals sector;
- developing a national and international value chain in the metals sector;
- developing a national metals policy accompanied by measures to ensure the development and exploitation of critical minerals (copper, cobalt, nickel, etc.);
- conducting economic intelligence and benchmarking missions aimed at strengthening Cameroon's position among the leading countries in metal processing;
- carrying out any other tasks that may be assigned to it by the **Prime Minister, Head of Government**.

CHAPTER II

ORGANIZATION AND FUNCTIONING

SECTION I: ORGANIZATION

Article 3: - Placed under the authority of the **Prime Minister, Head of Government**, the committee shall be composed as follows:

Supervisor: The Director of Cabinet of the Prime Minister, Head of Government.

Chairperson: Special Adviser No. 3.

Vice-Chairperson: the Secretary General of the Ministry of Mines, Industry and Technological Development.

Members:

four (4) representatives of the Prime Minister's Office including:

- one (1) representative of the Division of Industry, Trade and Tourism;
- one (1) representative of the Division of Economy, Forecasts, Budget and Finance;
- one (1) representative of the Division of Public and Institutional Affairs;
- one (1) representative of the Prime Minister's Cabinet;
- two (2) representatives of the Ministry of Mines, Industry and Technological Development, notably the Director of Industry and the Director of Mines;
- two (2) representatives of the Ministry of Finance, notably one from the Directorate General of Taxes and the other from the Directorate General of Customs;
- one (1) representative of the Ministry of Economy, Planning and Regional Development;
- one (1) representative of the Ministry of Water and Energy;

- one (1) representative of the Ministry of the Environment, Nature Protection and Sustainable Development;
- two (2) representatives of the National Mining Corporation (SONAMINES);
- one (1) representative of the National Investment Corporation (SNI);
- The managers of mining companies operating in the extraction of metals (iron, bauxite, copper, etc.);
- the coordinator of the Cameroon Organisation of Metal Processing Industries (OCITRAM).

Article 4: -The Chairperson of the Committee, may where appropriate, invite any natural or legal person, by virtue of their competence on issues to be examined, to take part in meetings, in an advisory capacity.

Article 5: - For the performance of its missions, the Committee shall have a technical secretariat composed as follows:

- one (1) coordinator;
- two (2) rapporteurs;
- two (2) members;
- one (1) representative of the Ministry in charge of industry;
- one (1) representative of the Ministry in charge of the economy;
- one (1) representative of OCITRAM;
- support staff.

Article 6: - (1) The Technical Secretariat shall be in charge of:

- preparing files to be submitted for the deliberations of the Committee;
- Identifying and proposing actions to be implemented for the proper execution of the missions of the committee;
- monitoring the implementation of the guidelines and/or recommendations of the Committee;
- drafting minutes and meeting reports;
- preparing documents for monitoring and reporting on work, and archiving its document collection;
- carrying out any other tasks that may be assigned to it by the Committee.

(2) The Coordinator may invite any person to participate in the deliberations of the Technical Secretariat by virtue of their competence on agenda items.

(3) The Technical Secretariat shall meet at least once a month and, whenever necessary, when convened by its Coordinator.

Article 7: - The composition of the Committee and its Technical Secretariat shall be established by decision of the Director of the Prime Minister's Cabinet.

SECTION II FUNCTIONING

Article 8: - (1) The Committee shall meet as appropriate as convened by its Chairperson.

(2) - The Chairperson of the Committee may, where necessary, set up thematic sub-committees to examine certain technical issues or conduct specific studies.

Article 9: - (1) The Technical Secretariat shall meet as appropriate as convened by its Coordinator.

(2) At the end of each meeting, a report shall be sent to the Chairperson of the Committee.

CHAPTER III MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

Article 10: - The duties of Chairperson, Member, Coordinator and Rapporteur of the Committee, its Technical Secretariat and thematic sub-committees shall be honorary. However, the concerned as well as persons invited in an advisory capacity shall be entitled to working facilities and session allowances, in accordance with the regulations in force.

Article 11: - (1) The operating expenses of the Committee shall be borne by the Budget of the State, contributions from OCITRAM members and from other donors.

(2) The Chairperson of the Committee shall be the authorizing officer of the budget. He designates an administrator to manage accounting and financial operations of the Committee.

Article 12: - The Committee shall submit a final report on its work to the **Prime Minister, Head of Government**. The Committee shall be automatically dissolved once it submits the report.

Article 13: - This Order shall be registered and published wherever necessary.

Yaounde, 10 DEC 2025

Joseph DION NGUTE
PRIME MINISTER,
HEAD OF GOVERNMENT

